



**Communiqué de presse  
de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT**

---

**Annonce du démantèlement des hauts fourneaux de Florange :  
inacceptable alors qu'on manque d'acier dans le pays !**

La direction du groupe Arcelormittal vient d'annoncer le démantèlement des hauts fourneaux et de l'aciérie de Florange. Ces installations (ainsi que la zone « agglomération ») avaient été mises « sous cocon » depuis l'accord Mittal-Etat français de 2012, accord d'une durée de 6 ans.

Il est dit dans cet accord qu'au bout des 6 ans, la relance d'une production d'acier serait étudiée en fonction de l'état des marchés et de la technologie.

La CGT affirme que ces 2 conditions sont réunies. Les marchés de l'acier sont à la hausse, la France est importatrice nette d'acier, et les hauts fourneaux peuvent être relancés en émettant, via investissement, nettement moins de CO2. La CGT le démontre depuis plusieurs années, avec la piste de l'hydrogène.

Le groupe évoque une perte de compétitivité si on relançait la production.

Rappelons que le groupe a réalisé 4 milliards d'euros de bénéfice net sur 2017, et que ce résultat est déjà atteint sur les 9 premiers mois 2018 !!

Rappelons que le groupe vient de racheter Ilva en Italie, et qu'il peut potentiellement faire monter en puissance 5 hauts fourneaux sur le site de Tarente (N°1 en Europe terme de capacité d'acier liquide), ceci via 2,3 milliards d'investissements dont une bonne partie sur le plan environnemental.

Rappelons que le groupe rachète le groupe Essar Steel, en Inde, doté également d'une énorme capacité de production, pour plus de 7 milliards d'euros (en partenariat avec le japonais Nippon Steel).

Tout ceci d'ailleurs en partie avec des fonds publics importants captés en France.

L'indien JSW annonce parallèlement la construction de 2 fours à arcs électriques d'une capacité de 3 millions de tonnes annuelles sur le site de Piombino en Italie.

Il est très clair que le groupe ArcelorMittal poursuit sa stratégie de réduction des capacités de production en France, pour une croissance externe ailleurs en Europe et surtout ailleurs sur la planète.

Malgré des annonces d'investissements pour nos sites français qui contiennent souvent du « réchauffé », la carence en investissement est ressentie dans de nombreux sites. Carence en investissement industriel mais également en ressources humaines, impliquant de gros problèmes de fiabilité et de réponse aux commandes.

La CGT continue d'affirmer qu'il faut sortir de l'emprise Mittal sur la sidérurgie française. C'est une nécessité qui a également été affirmée dans plusieurs rapports (rapport Faure commandé par Bercy en 2012 ou encore la commission d'enquête à l'assemblée nationale en 2013).

La France est tombée depuis une bonne décennie d'une production d'acier globale de près de 20 millions de tonnes annuelles à 15 millions de tonnes aujourd'hui.

Cette chute, continue, est contraire aux objectifs de redressement de notre industrie ainsi qu'aux enjeux environnementaux qui nécessite la relocalisation des productions et la réduction des transports de demi-produits (qui a fortement augmenté depuis la suppression de capacités locales de production chez Arcelor, Ascométal, Vallourec, ...)

La piste de relance des capacités de production d'acier par la construction d'aciéries électriques doit être également étudiée.

Pour toutes ces raisons, la CGT réaffirme l'urgence d'états généraux de la sidérurgie.

Le gouvernement ne peut rester spectateur des désengagements progressifs de France par les multinationales de l'acier. Les grandes régions, telles celles de Grand Est, Hauts de France, ou PACA se doivent également d'intervenir.

Cette nécessité de reprendre la main est d'ailleurs posée à l'échelle européenne, tandis que nos collègues belges, tchèques, roumains, luxembourgeois, ... font les frais de la partie de Monopoly entre Mittal et l'indien Sanjeev Gupta (Liberty Steel) sur la sidérurgie européenne.